

samedi, 09 novembre 2013 03:27

Des milliers de terroristes fuiraient la Syrie pour regagner la Tunisie!

IRIB-Selon la TV syrienne, ils seraient 17 000 djihadistes Tunisiens à rebrousser chemin.

Direction : la Tunisie, l'un des premiers pays exportateurs de terroristes vers la Syrie. En langage postal, cela s'appelle retour à l'expéditeur. La télévision syrienne cite plusieurs rapports et spécialistes, notamment le président de l'association tunisienne des études stratégiques et politiques de sécurité globale, Nacer Ben Soltana.



Selon nos propres sources sécuritaires, en réalité, les 17 000 djihadistes dont parle la télévision syrienne et qui se dirigent au pays de la « révolution du jasmin », ne sont pas tous des Tunisiens. Il y en a près de 9 000, et les autres 8 000 sont de nationalités différentes, dont principalement des Libyens (6 000), des Jordaniens (?), des Bosniaques (?), des Tchétchènes (?), des Palestiniens (?) et des Saoudiens (?).

Ces derniers sont tous des criminels condamnés à la peine de mort que les autorités saoudiennes avaient amnistiés par Fatwa, en échange du djihad en Syrie. Sur les 9 000 supposés Tunisiens, il y a au moins un millier d'étrangers à qui les usurpateurs du pouvoir en Tunisie ont accordé des cartes d'identité et des passeports tunisiens, soit à partir de Tunis, soit à partir de nos différents consulats dans le monde. Il y a également des binationaux, des Tunisiens qui ont aussi la nationalité française, belge, allemande, britannique, canadienne et australienne. Ils craignent de revenir chez eux, d'où ils sont d'ailleurs partis, parce qu'ils savent ce qui les attend aux pays des droits de l'homme. La Tunisie est donc pour eux le pays idéal pour se recycler ou pour reprendre leurs activités criminelles.

Tout ce beau monde de fanatiques, de dégénérés et d'égorgeurs compte donc affluer vers la Tunisie, qui a été déclarée par Al-Qaïda et sa ramification maghrébine AQMI, terre de Djihad. Ayman al-Zaouahiri l'avait clairement dit dans son message de juin 2012, et Seifallah Ben Hassine, alias Abou Iyadh, l'avait réitéré en mai 2013, à la suite de l'interdiction du congrès d'Ansar al-Charia qui devait se dérouler à Kairouan, le 19 mai 2013. On retrouve d'ailleurs les mêmes nationalités parmi les 150 terroristes qui ont récemment tués sept agents de la Garde nationale dans le gouvernorat de Sidi Bouzid et qui ont déjà opéré à Goubellat.

Ces terroristes reviennent d'où ils sont partis et par le même itinéraire : frontières turque et irakienne, avions ou bateaux en destination de Benghazi et de Tripoli, frontière tuniso-libyenne, qui est devenue une passoire. Leur nombre, toutes nationalités confondues, dépasserait même les 17 000. C'est que la terre de djihad en Syrie est devenue pour eux un enfer. Depuis près d'un mois, l'armée arabe syrienne a déclenché une grande offensive, éradiquant les islamo-fascistes par milliers et libérant plusieurs régions et localités qui étaient tombées sous le contrôle de ces mercenaires du Qatar, d'Arabie Saoudite, de la Turquie et de certains pays occidentaux.

Ces mercenaires vont renforcer les rangs des islamo-terroristes locaux ou frontaliers, comme les cellules dormantes d'Al-Qaïda, les djihadistes d'Ansar al-Charia, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), le groupe El-Mourabitounes, dirigé par le sanguinaire Mokhtar Belmokhtar et directement lié à Al-Qaïda, ainsi que de certains membres des ligues de protection de la révolution, ces miliciens qui sont pour la plupart des repris de justice. À ces différents groupes terroristes, il faudrait ajouter entre 200 et 250 Palestiniens du Hamas, présents sur le sol tunisien depuis juin 2011. Ils sont éparpillés dans trois gouvernorats : le gouvernorat de Tataouine, celui de

Bizerte et celui de Tunis. Ces terroristes que le gouvernement usurpateur fait passer pour des étudiants, ont apporté leur savoir-faire en matière de réalisation de tunnels et d'aménagement de caches d'armes et d'explosif, dont les forces de police ont découvert quelques-uns récemment.

La Tunisie va ainsi subir l'effet boomerang de la politique criminelle que Rached Ghannouchi et Moncef Marzouki ont adopté dès novembre 2011 pour déstabiliser la Syrie. Heureux d'usurper le pouvoir grâce à l'argent qatari et au soutien américain, ces deux pantins se sont cru autorisés d'exporter leur racaille terroriste en Syrie et de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Égypte, plutôt que de s'occuper des problèmes économiques et sociaux des Tunisiens. C'est en effet avec l'accord implicite du chef des Frères musulmans tunisiens et de son valet de Carthage que tous les réseaux, à la fois terroristes et mafieux, se sont mis en place en Tunisie. Les deux principaux organisateurs de ces réseaux financés au départ par Qatar Charity, sont le tunisien Saïd Ferjani et le libyen Abdelhakim Belhadj. Plusieurs centaines de jeunes Tunisiens ont été victimes d'endoctrinement au Djihad, ou plus simplement piégés par l'eldorado européen. Beaucoup se faisaient effectivement passer pour des djihadistes, afin qu'une fois en Turquie, ils puissent y rester, ou entrer clandestinement en Europe. Les organisateurs de ce réseau de recrutement de djihadistes pour la Syrie sont tous des membres d'Ennahda et des activistes d'Ansar al-Charia. L'un d'eux, Abdelhafidh Bazdouri, vient d'être arrêté, le 27 octobre dernier, à Sidi Bouzid, la cellule mère de la « révolution du jasmin », devenue la cellule cancéreuse du salafisme et du djihadisme. Un d'arrêté, sur des centaines laissés en liberté !

C'est probablement en réaction à cette vague islamo-terroriste que quatre pays du Maghreb et du Sahel (Tunisie, Algérie, Mali, Niger), discrètement soutenus par les États-Unis, la France et l'Allemagne, viennent de lancer « *la plus grande opération anti-terroriste après l'offensive française au Mali* », selon le quotidien algérien *Al-khabar*, qui parle de « *8 000 soldats et agents de la sûreté qui ont été déployés aux confins de la Tunisie, de l'Algérie, au nord du Mali ainsi qu'au nord-ouest du Niger* » (*Al-Khabar* du 28 octobre 2013). L'opération a eu pour point de départ la levée du niveau d'alerte à son seuil maximal le 22 octobre dernier.

Si le terrorisme islamiste était aussi facilement déracinable, les Américains l'auraient vaincu en Afghanistan et en Irak. Les Tunisiens vont devoir donc se préparer au pire et pour quelques années encore. Il sera d'autant plus difficile d'éradiquer que les inspireurs et complices de ces terroristes sont à l'assemblée constituante, à la tête du gouvernement et à la présidence de la République. Comme l'a écrit Mondher Thabet sur sa page facebook : « *Tout va dans le sens d'une intervention US dans la région.* » Devinez pourquoi ?

Karim Zmerli

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
